FICHE 12

LES PERSONNELS ENSEIGNANTS⁽¹⁾

I.	LE SERVICE DES ENSEIGNANTS _____	88
	1 - Service d'enseignement en présence des élèves	
	2 - Obligations inséparables du service d'enseignement	
	3 - Manquement à l'exigence de service fait	
	4 - Régime des heures supplémentaires	
	5 - Régime des vacances	
	6 - Exercice éventuel à temps partiel	
II.	LA CARRIÈRE DES ENSEIGNANTS _____	93
	A. LA NOTATION ADMINISTRATIVE	
	1 - Procédure d'attribution de la note administrative	
	2 - Détermination de la note administrative	
	B. LA TRANSMISSION D'INFORMATIONS ET PROPOSITIONS RELATIVES À LA GESTION DES ENSEIGNANTS	
	1 - Les transmissions d'informations	
	2 - Les avancements de grade, d'échelon et les promotions par changement de corps	
	C. LA DISCIPLINE	

(1) Ce chapitre ne concerne que les personnels enseignants du second degré.

L'article L. 421-23-I du Code de l'éducation modifiée prévoit que, par dérogation aux dispositions du statut général des fonctionnaires, les agents de l'État ou des collectivités territoriales affectés dans un EPLE conservent leur statut, sont administrés par la collectivité dont ils dépendent statutairement et sont placés sous l'autorité du chef d'établissement, représentant de l'État au sein de l'établissement. La formule est reprise et complétée à l'article 8, 2°, a), du décret du 30 août 1985, qui prescrit en effet que "le chef d'établissement fixe le service des personnels dans le respect du statut de ces derniers". L'article 2 de ce texte précise, par ailleurs, que l'autonomie reconnue au plan pédagogique à l'EPLE pour l'emploi des dotations en heures d'enseignement mises à la disposition de l'établissement s'exerce "dans le respect des obligations résultant des horaires réglementaires". Enfin, le chef d'établissement "veille au bon déroulement des enseignements, de l'information, de l'orientation et du contrôle des connaissances des élèves" (art. 8, 2°, b) dudit décret.

Ces principes sont au nombre de ceux qui fondent les diverses interventions du chef d'établissement dans la gestion des personnels enseignants affectés au sein de l'établissement qu'il dirige. Pour autant, qu'il s'agisse de répartir entre eux les services d'enseignement compte tenu des obligations auxquelles ils sont tenus, d'apprécier dans quelle mesure ils pourraient exercer leurs fonctions à temps partiel, de participer à l'établissement de leur notation, d'assurer la transmission d'informations relatives à leur situation, d'établir des propositions concernant leur avancement ou leur accès au corps supérieur ou, enfin, d'agir en matière disciplinaire, l'organe exécutif de l'EPLE est tenu par certaines règles particulières.

À cet égard, il est à noter que si, en formation initiale, la quasi-totalité des personnels enseignants sont des agents titulaires de l'État, les recteurs d'académie peuvent néanmoins, lorsque les emplois de professeur n'ont pu être pourvus par cette catégorie d'enseignants, recruter et mettre à la disposition des établissements soit des maîtres auxiliaires, sur le fondement d'un décret du 3 avril 1962, soit des professeurs contractuels, en application d'un décret du 12 mai 1981 modifié. De même, pour la formation continue, l'EPLE peut recourir soit à des personnels enseignants titulaires, soit à des formateurs contractuels recrutés directement en vertu d'un décret du 19 mars 1993 (cf. fiche 24 : Les GRETA, p. 203).

Quoiqu'il en soit, la présente fiche a pour objet de traiter des principales règles que le chef d'établissement doit respecter dans le cadre de la gestion des personnels enseignants titulaires, sans, toutefois, aborder tous les aspects du corpus statutaire, qu'il soit commun aux fonctionnaires de l'État ou spécifique à chacun des corps dont relèvent ces agents.

I. LE SERVICE DES ENSEIGNANTS

1. À partir de l'emploi du temps général, le chef d'établissement doit élaborer les documents d'emploi du temps des classes et des services d'enseignement. Ces documents sont diffusés au sein de l'établissement puis transmis, aux fins de contrôle, aux divers corps d'inspection des personnels enseignants concernés ainsi qu'aux services hiérarchiques compétents.

Les obligations de service des enseignants s'inscrivent globalement dans le cadre de la durée hebdomadaire du travail applicable à la fonction publique (cf. décret n° 94-725 du 24 août 1994 et n° 2000-815 du 25 août 2000), mais elles sont définies de manière spécifique. Elles comprennent, à titre principal, un service d'enseignement en présence des élèves d'une durée variable selon le corps dont relève l'enseignant considéré. Exprimé en "maxima de service", ce temps de travail oscille sensiblement sous l'effet de minorations ou de majorations

diverses (cf. tableaux annexés). À titre complémentaire, dans la limite réglementaire susvisée, les enseignants sont également tenus, outre la préparation de leurs cours, d'apporter une aide au travail personnel des élèves, d'en assurer le suivi, de procéder à leur évaluation et de les conseiller dans le choix de leur projet d'orientation en collaboration avec les personnels d'éducation et d'orientation (cf. art. L. 912-1 du Code de l'éducation, qui prévoit aussi leur participation aux actions de formation continue des adultes).

Il y a défaut de service fait si les activités rattachées à ces missions ne sont pas accomplies dans leur ensemble (cf. participation aux conseils de classe, au service des examens). En revanche, les heures d'enseignement dispensées au-delà du quota réglementaire ouvrent droit à rémunération.

Sont apportées ci-après les précisions qu'appellent le régime des heures supplémentaires et celui des vacances - étroitement liés

à la définition des obligations de service - ainsi que la possibilité d'exercer à temps partiel.

En ce qui concerne la délivrance des autorisations d'absence de courte durée sollicitées par un enseignant, qui revient au chef d'établissement si les moyens dont dispose l'établissement permettent de faire face à l'absence de cet agent (cf. remplacement par d'autres professeurs dans le cadre d'heures supplémentaires, rattrapage ultérieur par l'intéressé, ...), un article paru dans la *Lettre d'Information Juridique* du ministère de février 1997, page 24, peut être utilement consulté.

1 - SERVICE D'ENSEIGNEMENT EN PRÉSENCE DES ÉLÈVES

2. La définition réglementaire du service d'enseignement en présence des élèves, dont sont redevables les enseignants d'EPL, se trouve essentiellement dans les décrets n° 50-581 et n° 50-582 du 25 mai 1950 et dans les dispositions statutaires propres à certains corps. Ce dispositif a été complété par divers textes. Une série de tableaux annexés à cette fiche en propose une synthèse. S'agissant des professeurs de lycée professionnel, aux termes des dispositions de l'article 30 du décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992 modifié par le décret n° 2000-753 du 1^{er} août 2000, ils sont tenus de fournir, sans rémunération supplémentaire, un service hebdomadaire de dix-huit heures d'enseignement. Jusqu'au 1^{er} septembre 2001, et par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article 30 du décret du 6 novembre 1992 susvisé, les professeurs de lycée professionnel dont le service hebdomadaire d'enseignement était précédemment fixé à vingt-trois heures et qui dispensent leur enseignement dans des classes relevant de l'enseignement adapté sont tenus de fournir, sans rémunération supplémentaire et pour l'ensemble de l'année scolaire, un service hebdomadaire de vingt-trois heures d'enseignement.

Le chef d'établissement dresse l'emploi du temps des enseignants compte tenu des obligations horaires prévues par leurs statuts, afin que soient effectivement assurées les heures de cours dues aux élèves. L'ajustement ainsi requis entre le service d'enseignement en présence des élèves dû par chaque professeur et les volumes d'heures de cours à assurer par discipline et par classe dans chaque établissement doit en outre respecter un principe d'unicité de professeur enseignant une matière dans la classe. À cet égard, deux règles permettent une certaine souplesse dans l'élaboration des emplois du temps.

Tout d'abord, un agrégé, un certifié, ou un adjoint d'enseignement qui n'est pas en mesure d'accomplir la totalité de son service d'enseignement dans un seul établissement peut être appelé à le compléter dans un ou deux autres EPL de la même ville (art. 3 du décret 50-581 du décret du 20 mai 1950)

(1). S'il est ainsi conduit à enseigner dans trois établissements différents, son service est diminué d'une heure. La même règle vaut pour les professeurs d'éducation physique et sportive et les chargés d'enseignement d'EPS. Le décret n° 2000-753 du 1^{er} août 2000 prévoit désormais que les professeurs de lycée professionnel peuvent être appelés à compléter leur service dans un autre établissement scolaire public. Dans l'hypothèse où ils enseignent dans deux établissements situés dans des communes différentes, leur service hebdomadaire est diminué d'une heure.

Par ailleurs, un agrégé, un certifié, un adjoint d'enseignement ou un chargé d'enseignement qui n'a pas la possibilité d'effectuer l'intégralité de son service d'enseignement dans sa spécialité et qui ne peut le compléter dans un autre établissement de la même ville, peut être tenu de participer à un enseignement dans une spécialité différente dès lors que les besoins du service l'exigent. Le complément qui lui est ainsi demandé doit être le plus conforme possible à ses compétences et à ses goûts.

Outre ces règles, le décret n° 99-823 du 17 septembre 1999 relatif à l'exercice des fonctions de remplacement dans les établissements d'enseignement du second degré fixe, désormais, les conditions dans lesquelles des enseignants du second degré, notamment, peuvent être chargés "dans l'académie et conformément à leur qualification, d'assurer le remplacement des agents momentanément absents ou d'occuper un poste provisoirement vacant".

Sont visés par ce dispositif, les chargés d'enseignement de l'éducation physique et sportive, les professeurs agrégés de l'enseignement du second degré, les professeurs certifiés, les chargés et les adjoints d'enseignement, les professeurs d'éducation physique et les professeurs de lycée professionnel.

C'est le recteur qui procède à l'affectation de ces personnels pour l'exercice des fonctions de remplacement. L'arrêté rectoral doit alors préciser la durée et l'objet du remplacement. Les établissements ou les services dans lesquels les remplacements sont ainsi effectués sont situés dans la zone où se trouve l'établissement ou le service de rattachement de l'enseignant ou dans une zone limitrophe si les nécessités du service l'exigent. Les modalités de mise en œuvre des règles de zonage et d'affectation sont définies après consultation des instances paritaires compétentes.

Les personnels concernés assurent le service effectif des agents qu'ils remplacent. Excepté s'ils exercent des fonctions de documentation et d'information, chaque heure de remplacement effectuée au-delà de leur maximum statutaire de service hebdomadaire leur ouvre droit à une indemnité horaire calculée selon les règles applicables aux heures supplémentaires.

Entre deux remplacements, les enseignants peuvent être

(1) CAA, Bordeaux, 30 novembre 1995, MEN c/Mme Chereul.

chargés, dans la limite de leur obligation de service, d'assurer des activités pédagogiques conformes à leur qualification au sein de leur établissement de rattachement. Dans ce cas, chaque heure consacrée à ce type d'activités entre dans le décompte des maxima statutaires de service applicables aux corps dont ils relèvent.

2 - OBLIGATIONS INSÉPARABLES DU SERVICE D'ENSEIGNEMENT

3. Outre le service d'enseignement en présence des élèves, chaque enseignant se doit de satisfaire à certaines obligations présentant un caractère complémentaire. La liste précédemment évoquée inclut un auto perfectionnement, la préparation des heures d'enseignement, la correction et la notation des devoirs et des interrogations, l'évaluation des élèves et la participation aux travaux du conseil de classe.

Ressortissent également de ces obligations la préparation de ces travaux par l'établissement et la communication en temps utile des appréciations portées sur les élèves, la participation aux jurys et au déroulement des examens sur convocation de l'autorité académique, l'assiduité à la prérentrée des enseignants et aux réunions de rencontre avec les parents d'élèves, de même que la présence aux sessions d'information ou de formation auxquelles les intéressés sont convoqués par leur hiérarchie (1).

Un professeur est considéré comme étant en règle au regard de la durée hebdomadaire du travail dans la fonction publique (39 h) et donc comme justifiant du "service fait" qui lui ouvre droit au versement de l'intégralité de sa rémunération, s'il s'acquitte de la totalité de son service d'enseignement en présence des élèves et des obligations ci-dessus rappelées. Lorsqu'un enseignant est autorisé à exercer à temps partiel ou lorsqu'il bénéficie d'une décharge réglementaire de service, par exemple pour activité syndicale, son service d'enseignement en présence des élèves est réduit en conséquence. Il reste cependant tenu de toutes les obligations complémentaires correspondantes telles que définies ci-dessus.

3 - MANQUEMENT À L'EXIGENCE DE SERVICE FAIT

4. Le fait, pour un professeur, de ne pas accomplir l'intégralité de son service d'enseignement ou de ne pas satisfaire à l'ensemble des obligations complémentaires qui s'y rattachent,

est constitutif d'un manquement à l'exigence du service fait, qui justifie un abattement proportionnel de la rémunération de l'intéressé. La retenue financière peut porter, selon les cas, sur le traitement proprement dit ou sur l'indemnité rétribuant les prestations pour lesquelles la défaillance est constatée (indemnité de suivi et d'orientation, de professeur principal, d'examen).

Est ainsi légitime la minoration de traitement de deux jours infligée à un maître auxiliaire n'ayant assuré qu'une partie des heures de surveillance d'examen pour lesquelles il avait été convoqué (2). De même, est légale la retenue opérée sur l'indemnité de professeur principal versée à des enseignants qui, assurant ces fonctions, n'ont pas transmis au proviseur les bulletins scolaires des élèves, alors que ces documents sont un élément essentiel de l'évaluation de ces derniers, laquelle constitue l'une des missions des équipes pédagogiques (art. 32 du décret du 30 août 1985) (3).

4 - RÉGIME DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

5. Les heures d'enseignement en présence des élèves effectuées au-delà du service réglementaire donnent droit, sous réserve que l'ensemble des obligations incombant à l'enseignant soient par ailleurs remplies, au versement d'une rémunération spécifique, s'ajoutant au traitement et aux indemnités normalement servis. Ces prestations supplémentaires sont payées au taux et sous la forme d'"heures-année" si elles sont assurées sur toute l'année scolaire, dans le cadre de l'emploi du temps annuel du professeur, ou bien au taux des "heures de suppléance éventuelle" si elles sont accomplies de manière ponctuelle.

Les heures supplémentaires sont effectuées volontairement. Toutefois, pour aider à l'organisation rationnelle des enseignements, en évitant notamment l'intervention de deux professeurs dans une discipline au sein d'une même classe, tout agrégé, certifié, adjoint d'enseignement, chargé d'enseignement ou professeur de lycée professionnel (PLP) peut être tenu, sauf empêchement motivé pour raison de santé, de faire, en sus de son service réglementaire, une heure supplémentaire en présence des élèves, dûment rétribuée. La modification du nombre d'heures supplémentaires mentionnées précédemment résulte du décret n°99-880 du 13 octobre 1999. Le décret n° 2000-753 du 1^{er} août 2000 contient des dispositions transitoires selon lesquelles les professeurs de lycée professionnel dont le service d'enseignement était précédemment fixé à 23 heures peuvent être, dans l'intérêt du service, tenus d'effectuer trois heures supplémentaires hebdomadaires, qui seront

(1) CE, 15 octobre 1982, ministère de l'Éducation c/Brand.

(2) TA, Paris, 21 février 1991, Madhhour.

(3) CE, 17 janvier 1996, Mme Gassies.

ramenées à deux heures supplémentaires hebdomadaires au 1^{er} septembre 2002 et à une heure supplémentaire hebdomadaire au 1^{er} septembre 2004.

Ce même décret prévoit également que les professeurs de lycée professionnel accomplissent leurs obligations hebdomadaires de service dans le cadre des périodes de formation en entreprise et des projets disciplinaires à caractère professionnel, et que, s'ils n'ont pas ainsi accompli la totalité de leurs obligations de service, leur service est complété notamment par une participation aux actions de soutien et d'aide aux élèves en difficulté.

5 - RÉGIME DES VACANCES

6. Les enseignants sont dispensés de leur service d'enseignement durant les périodes de vacance des classes prévues au calendrier scolaire national triennal arrêté par le ministre conformément à l'article L. 521-1 du Code de l'éducation. Ledit calendrier fixe également la date de rentrée scolaire des enseignants, laquelle précède celle des élèves. Cette prérentrée est l'occasion de leur remettre leur emploi du temps et d'effectuer les ultimes mises au point concernant l'organisation des enseignements durant l'année scolaire.

Le calendrier scolaire prévoit enfin que les enseignants appelés à participer aux opérations liées aux examens demeurent en service jusqu'à la date retenue pour la clôture de ces examens dans la note de service établissant le calendrier de la session (cf. arrêté du 30 juillet 1998, fixant le calendrier des années scolaires 1999-2000 et 2001-2002, JO 13/08/1998, p. 12362).

6 - EXERCICE ÉVENTUEL À TEMPS PARTIEL

7. Une ordonnance du 31 mars 1982 a défini les règles du temps partiel pour les fonctionnaires de l'État. Ses dispositions ont été insérées au titre II du statut général des fonctionnaires (art. 37 à 40 de la loi du 11 janvier 1984).

« Les fonctionnaires titulaires, en activité ou en service détaché, qui occupent un emploi conduisant à pension du Code des pensions civiles et militaires de retraite, peuvent, sur leur demande, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service et compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail, être autorisés à accomplir un service à temps partiel, qui ne peut être inférieur à un mi-temps, dans des conditions définies par décret en Conseil d'État. »

Il s'agit des décrets du 20 juillet 1982 et du 25 octobre 1984, depuis modifiés en raison des évolutions du dispositif initial. Les règles spécifiques aux personnels enseignants des établissements d'enseignement du second degré ont fait l'objet d'une circulaire du ministre chargé de l'Éducation datée du 28 juin

1982. Elles ont été rappelées dans une circulaire du ministre de la fonction publique datée du 22 mars 1995, consécutivement à la modification dudit décret intervenue en février 1995.

L'article 2 du décret du 20 juillet 1982 modifié prévoit que, pour ces personnels notamment, "l'autorisation d'exercer à temps partiel ne peut être donnée que pour une période correspondant à une, deux ou trois années scolaires". La durée de ce service s'entend de 50%, 60%, 70%, 80% ou 90% du maximum hebdomadaire de service que les personnels d'enseignement du second degré, relevant du même corps statutaire et placés dans la même situation que l'agent demandeur, doivent lorsqu'ils exercent à temps plein. Les pourcentages susmentionnés peuvent également être appliqués au maximum de service hebdomadaire cumulé sur l'année, dans le cas d'un temps partiel annuel. En revanche, les enseignants ne peuvent exercer leur service à temps partiel dans un cadre mensuel.

D'autre part, certaines situations familiales (pour élever un enfant ou pour donner des soins) ouvrent droit à l'exercice du service à mi-temps (décret n° 95-131 du 7 février 1995). Par dérogation aux dispositions du décret du 20 juillet 1982, ce mi-temps est ouvert aux enseignants, en cours d'année scolaire, au terme du congé de maternité ou du congé d'adoption, après la naissance ou l'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou, encore, pour donner des soins à leur conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave (art. 37 bis du titre II du statut général des fonctionnaires). Sauf urgence, la demande doit en être présentée deux mois avant le début de la période d'exercice à mi-temps. L'autorisation prend fin avec l'année scolaire. Son renouvellement éventuel suit les règles de droit commun, telle que l'obligation d'en faire la demande avant le 31 mars précédant l'ouverture de l'année scolaire (art. 2 du décret du 20 juillet 1982).

Enfin, à l'issue d'un congé de longue maladie, d'un congé maladie de longue durée, d'un congé pour accident de service ou d'un congé à la suite d'une maladie contractée dans l'exercice des fonctions, l'article 34 bis du titre II du statut général prévoit, sous certaines conditions, la possibilité d'obtenir le bénéfice d'un mi-temps pour raison thérapeutique, durant lequel le fonctionnaire concerné continue de percevoir l'intégralité de son traitement.

Quelle que soit la formule envisagée, l'autorisation d'exercice des fonctions à temps partiel est donnée par le recteur d'académie, sur demande écrite de l'enseignant intéressé, déposée auprès du chef d'établissement qui la transmet, assortie de son avis motivé. La demande en cause, hormis le cas d'un mi-temps de droit, doit être présentée avant le 31 mars précédant l'ouverture de l'année scolaire au titre de laquelle elle est formulée, pour prendre effet au 1^{er} septembre.

Elle doit préciser le nombre d'années scolaires - de une à trois

- pour lesquelles elle est souhaitée et la quotité de temps partiel choisie, étant précisé que le choix exprimé vaudra, sauf nécessité, pour la durée de l'autorisation (cf. circulaires susvisées, p. 91). Celle-ci est donnée par le recteur, compte tenu de l'avis du chef d'établissement. Elle indique sa durée d'effet - un, deux ou trois ans - et la quotité retenue. Elle peut être renouvelée selon la même procédure et aux mêmes conditions.

Le pourcentage retenu dépend des exigences du service, précisées dans l'avis du chef d'établissement. Il s'agit notamment d'éviter que, dans les matières générales, techniques et théoriques, les autorisations de temps partiel accordées ne se traduisent par des fractionnements de service de classe entraînant une pluralité de professeurs dans une même division et pour une même spécialité (réserve faite des disciplines doubles - telles que l'histoire-géographie - pour lesquelles il est admissible que les deux matières constitutives puissent être enseignées par deux personnes distinctes). Quoiqu'il en soit, la demande doit faire l'objet d'un entretien entre l'agent et le chef d'établissement puis l'autorité académique, laquelle est tenue de rechercher toutes les solutions adaptées permettant d'accorder cette autorisation (notamment une réorganisation du service ou une redéfinition des tâches), une autre organisation du temps partiel peut être proposée. Cet entretien est, en tout état de cause, obligatoire dès lors qu'une réponse négative est envisagée (art. 37 du titre II du statut général).

Un refus éventuel doit faire l'objet d'une décision écrite et motivée, conformément à la loi du 11 juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs, de manière claire et précise, afin d'informer l'agent concerné des considérations de fait et de droit ayant conduit le recteur à rejeter sa demande. La seule évocation des "nécessités du service" ne constitue pas un fondement valable. L'agent, qui entend contester cette décision, peut demander à ce que son cas soit soumis à l'avis de la commission administrative paritaire dont il relève, préalablement à un recours hiérarchique.

L'autorisation d'exercice à temps partiel ne peut être tacitement reconduite. Un renouvellement, qui ne présente aucun caractère automatique, résulte uniquement d'une nouvelle autorisation, donnée à la suite d'une demande expresse de la part de l'intéressé soumise au même régime que la demande initiale (cf. dépôt deux mois avant le début de la période souhaitée). Son instruction est l'occasion, pour le recteur d'examiner à nouveau la situation de l'agent, à la lumière d'un autre avis du chef d'établissement. Les conditions d'un rejet sont identiques à celles précédemment évoquées.

La rémunération de l'enseignant admis à exercer à temps partiel est calculée au prorata de son service hebdomadaire, excepté dans le cadre d'un 80% ou d'un 90% de temps plein. Ainsi, pour les quotités comprises entre 50% et 70%, elle consiste en

"une fraction du traitement", de l'indemnité de résidence et des primes et indemnités de toutes natures afférentes soit au grade de l'agent et à l'échelon auquel il est parvenu, soit à l'emploi auquel il a été nommé (art. 40 du titre II du statut général). Cette fraction est égale au rapport entre la durée hebdomadaire du service effectué et la durée du service d'enseignement en présence des élèves exigé des personnels du même corps ou de la même catégorie exerçant à temps complet les mêmes fonctions. Cependant que, dans les cas où le service partiel autorisé correspond à 80% ou 90% d'un service à temps plein, la part de traitement à verser est respectivement égale aux 6/7 ou aux 32/35 du traitement, des primes et indemnités afférents à un service plein. La circulaire du 28 juin 1982 comporte un barème présentant l'ensemble des pourcentages afférents à ces calculs.

Il est à signaler que la proratisation ne couvre que les indemnités attachées au traitement mensuel qui n'ont pas de caractère familial ou social (cf. indemnité de suivi et d'orientation). Il doit également être observé que les minorations ou majorations du service d'enseignement en présence des élèves, réglementairement prévues en fonction de sujétions spécifiques ou des effectifs de classe, sont applicables sans restriction aux enseignants autorisés à exercer à temps partiel, dès lors qu'ils remplissent les conditions requises. Le juge administratif l'a confirmé dans le cas d'un enseignant admis à exercer à temps partiel. Ce dernier donnait 8 heures d'enseignement de sciences naturelles dans un établissement ne comportant pas de professeur ou d'agent de service attaché au laboratoire de la spécialité. Ceci lui ouvrait droit à une réduction de service d'une heure (1). Par ailleurs, un enseignant admis à exercer à temps partiel ne peut être chargé d'effectuer des heures supplémentaires sous forme d'heures-année ou de suppléments permanents de service. Cette exclusion valant notamment pour les activités de formation continue. Il peut, cependant, se voir confier des heures supplémentaires effectives, pour accomplir des suppléances ou des tâches spécifiques n'ayant un caractère ni systématique ni permanent, avec le bénéfice des rémunérations correspondantes (1).

II. LA CARRIÈRE DES ENSEIGNANTS

8. Les instructions relatives au développement de la gestion des ressources humaines au sein des académies conduisent à une implication croissante des chefs d'établissement dans les processus d'affectation et de gestion des enseignants.

(1) CE, 22 mai 1991, Mme Vandon.

En ce sens, les principaux et les proviseurs sont amenés, d'une part, à travailler de concert avec les corps d'inspection et à collaborer avec les autorités académiques (adéquation des compétences professionnelles aux caractéristiques d'un poste à pourvoir au sein de l'établissement et élaboration de plans de formation) et, d'autre part, à adapter leurs techniques de gestion des personnels (organisation d'entretiens d'évaluation ou de qualification). D'un point de vue plus général, le chef d'établissement intervient quotidiennement, de manière directe (notation et appréciation) ou indirecte (simple transmission d'informations), dans la carrière des personnels enseignants.

A. LA NOTATION ADMINISTRATIVE

9. Les statuts particuliers des certifiés, des professeurs d'éducation physique et sportive (EPS), des adjoints d'enseignement, des chargés d'enseignement d'EPS, des professeurs de lycée professionnel et des professeurs d'enseignement général de collège (PEGC) confient au recteur d'académie, sous l'autorité duquel sont placés les enseignants relevant de ces corps, l'attribution de leur notation annuelle. C'est, en revanche, au ministre qu'il revient de fixer la note des professeurs agrégés et des chargés d'enseignement.

Réserve faite des adjoints d'enseignement, la notation annuelle des personnels enseignants, comprise entre 0 et 100, sauf pour les PEGC qui sont notés sur 20, comporte un élément pédagogique (relevant de la compétence exclusive des corps d'inspection spécialisés) et un élément administratif, déterminé par le recteur sur proposition du chef d'établissement.

La note globale finalement attribuée à chaque intéressé résulte de la somme ou de la moyenne arithmétique (pour les PEGC) de ces deux éléments.

1 - PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE LA NOTE ADMINISTRATIVE

10. Les modalités prévues par les différents textes statutaires peuvent présenter certaines spécificités. Elles obéissent néanmoins à des principes communs. À cet égard, la note administrative des personnels susmentionnés, comprise entre 0 et 40, excepté pour les professeurs d'enseignement général de collège notés entre 0 et 20, est arrêtée par le recteur d'académie sur proposition du proviseur ou du principal de l'établissement où exerce l'enseignant accompagnée d'une appréciation générale sur la manière de servir. Pour les certifiés, professeurs d'EPS, chargés d'enseignement d'EPS et professeurs de lycée profes-

sionnel, cette note est obligatoirement fixée en fonction d'une grille de notation définie par arrêté ministériel, indiquant par échelon une note moyenne et les écarts maxima autorisés par rapport à celle-ci. Pour les agrégés, une grille est proposée à titre de référence, afin de faciliter le travail du notateur. La notation des PEGC, qui appartiennent à des corps académiques s'effectue sans référentiel réglementaire. L'enseignant noté, qui doit recevoir communication de ses notes et des appréciations correspondantes, peut déférer la note administrative qui lui a ainsi été attribuée à la commission administrative paritaire académique (CAPA) dont il relève, afin d'en obtenir la révision. Cette saisine oblige le recteur à satisfaire à toute demande de communication des informations utiles émanant de ces organes consultatifs. Le recteur reste libre de sa décision.

La note administrative, éventuellement révisée, est additionnée à la note pédagogique pour donner la note globale finalement attribuée à l'enseignant et portée à la connaissance de celui-ci. La note globale des PEGC résulte d'une moyenne arithmétique, sans péréquation, de ces deux éléments. En ce qui concerne les agrégés et les chargés d'enseignement, dont la notation globale est fixée par le ministre, cette dernière opération est précédée d'une péréquation de la note administrative à l'échelon national. C'est donc la note administrative ainsi péréquée qui est, en définitive, retenue. L'ensemble des notes et appréciations attribuées sont communiquées à chaque intéressé.

Les adjoints d'enseignement ne se voient attribuer qu'une seule note chiffrée, à la différence des autres personnels enseignants. Cotée de 0 à 100, elle est arrêtée par le recteur sur proposition du chef d'établissement, accompagnée d'une appréciation générale sur leur manière de servir et sur la valeur de leur action éducative. Cette note est communiquée à chaque intéressé. La commission administrative paritaire compétente à l'égard des adjoints d'enseignement peut, sur la requête de l'enseignant et après réception de tous les éléments d'information utiles, en demander la révision au recteur qui n'est pas lié par une telle demande.

2 - DÉTERMINATION DE LA NOTE ADMINISTRATIVE

11. La notation administrative vise à évaluer le rôle joué par l'enseignant au sein de l'établissement, son apport au fonctionnement de la communauté éducative, la manière dont il applique les règles régissant la vie de l'EPLE, son sens du travail en équipe et la qualité de ses relations avec l'ensemble de ses interlocuteurs, dont en premier lieu sa hiérarchie et ses collègues. À ce titre, elle se distingue nettement de la notation pédagogique, matérialisant une appréciation portée sur la qualité et l'efficacité de l'enseignement dispensé.

(1) TA, Grenoble, 24 mai 1991, Mme Paturel.

La proposition de note et l'appréciation que le chef d'établissement porte dans la notice annuelle de notation constituent une mesure préparatoire insusceptible de recours (1). Pour autant, le recteur se fondant souvent sur cette appréciation de la qualité du service des enseignants pour arrêter sa notation, il convient que sa fixation tienne compte des précisions apportées en la matière par la jurisprudence administrative. La note administrative d'un enseignant peut ainsi valablement être établie au regard de critères tels que "ponctualité et assiduité", "activités et efficacité" et "autorité et rayonnement" (2). Il est, par ailleurs, légal de refuser une augmentation de note à un professeur qui n'a pas accepté de se rendre à une convocation de son proviseur sous prétexte que celle-ci n'était pas motivée. L'appréciation littérale accompagnant la proposition de notation de cet enseignant peut dès lors faire état, pour justifier une notation médiocre, du refus de l'enseignant, dûment établi, d'avoir des relations normales avec les autorités hiérarchiques. Peut également être considéré le caractère insatisfaisant de ses relations avec les parents d'élèves (refus de les recevoir) (3). Le refus d'un professeur principal de communiquer les notes de ses élèves en fin de trimestre justifie un abaissement d'un point de sa note administrative (4).

En revanche, le juge administratif a annulé, comme entachée d'une erreur de droit, la décision par laquelle le recteur a arrêté la note administrative d'un enseignant lorsque celle-ci a été fixée en considération, notamment, d'une lettre anonyme d'élèves et de parents dénonçant les conditions dans lesquelles le professeur concerné préparait sa classe à l'épreuve de français du baccalauréat, les plaintes en question concernant la pédagogie pratiquée. En effet, ce faisant, le recteur, qui avait conformé son appréciation générale à celle que lui avait proposée le proviseur, a irrégulièrement fondé l'élément administratif de la notation de l'intéressé sur une appréciation de ses qualités pédagogiques (5).

B. LA TRANSMISSION D'INFORMATIONS ET DE PROPOSITIONS RELATIVES À LA GESTION DES ENSEIGNANTS

1 - LES TRANSMISSIONS D'INFORMATIONS

12. Certaines présentent un caractère purement technique, simple constat de la situation des intéressés. Doivent ainsi être adressés au rectorat tous les éléments nécessaires à la liquidation des rémunérations et à l'établissement des fiches de paie des enseignants (ex : services accomplis en présence des élèves, heures supplémentaires effectuées à l'année et rétribuées en heures-année, heures de suppléance effectivement assurées, ...). Ces transmissions d'informations factuelles n'appellent pas de commentaires, si ce n'est qu'elles doivent se faire avec soin et diligence, dans les délais prescrits.

D'autres informations, relatives au potentiel d'enseignement de l'EPLE et à son utilisation, requièrent, en revanche, une appréciation du chef d'établissement. C'est, par exemple, le cas des demandes de congé de formation, de congé de mobilité, de cessation progressive d'activité ou d'autorisation de travail à temps partiel, dont la transmission au recteur d'académie doit s'accompagner d'un avis du proviseur ou du principal. Cet avis, lorsqu'il conduit à un refus ou comporte une réserve, est à motiver solidement, dès lors qu'il est susceptible de fonder une décision rectorale individuelle défavorable rendue ultérieurement. De fait, bien que ces propositions ne constituent, certes, que des mesures préparatoires aux décisions du recteur, leur motivation est essentielle car, à l'instar des propositions de note administrative, le recteur peut en reprendre les termes pour fonder sa décision, laquelle relève, en cas de litige, du contrôle du juge administratif.

2 - LES AVANCEMENTS DE GRADE, D'ÉCHELON ET LES PROMOTIONS PAR CHANGEMENT DE CORPS

13. En ces domaines, le chef d'établissement n'a pas de rôle direct de proposition ou d'avis. Mais la notation administrative qu'il propose annuellement pour chaque enseignant et l'appréciation générale sur la manière de servir qui y est jointe pèsent d'un poids réel sur la détermination des avancements et promotions susceptibles d'intervenir.

Les promotions d'échelon des enseignants sont prononcées, après consultation des commissions administratives paritaires académiques compétentes, selon des modalités variables (dans la limite de quotas spécifiques à la classe dont ils relèvent, au regard de conditions d'ancienneté tempérées ou non par un système de grand choix ou de choix, ou, encore, dans l'ordre de listes d'aptitude arrêtées par le recteur après avis de la commission administrative paritaire compétente).

L'autorité statutairement compétente pour prononcer ces

(1) CE, 21 décembre 1994, Mme Laplace.

(2) CE, 23 septembre 1993, Dimitru.

(3) TA, Marseille, 6 mai 1992, Mme Laplace.

(4) CE, 28 juillet 1993, Carmona.

(5) CE, 21 décembre 1994, Mme Laplace.

avancements est le recteur d'académie sous l'autorité duquel ils sont placés, excepté pour les agrégés qui sont promus par arrêté ministériel.

Les promotions de classe sont respectivement prononcées par ces mêmes autorités, dans l'ordre de tableaux d'avancement, établis après consultation des organes consultatifs susmentionnés, et dans le cadre de contingents budgétaires d'emplois. Quant aux changements de corps sur la base de listes d'aptitude, ils sont prononcés par le ministre sur proposition des recteurs d'académie et sur avis favorable de l'inspection pédagogique de spécialité, après consultation de la commission paritaire nationale du corps d'accueil.

C. LA DISCIPLINE

14. La discipline des agents fait l'objet de la fiche "droit disciplinaire". Le propos est simplement, ici, après mention de certains principes, de rappeler la démarche à suivre par le chef d'établissement lorsqu'une faute est commise par un enseignant placé sous son autorité et qu'il lui paraît légitime qu'elle soit sanctionnée par la voie disciplinaire.

L'article 19 du titre I du statut général des fonctionnaires confie le pouvoir disciplinaire à l'autorité investie du pouvoir de nomination. Cette autorité est précisée dans chacun des statuts particuliers applicables aux personnels enseignants. Il est à noter que, en cas de changement de corps de l'agent incriminé, le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité dont il relève au moment du prononcé de la sanction, sans considération de la date de commission des faits reprochés.

Le titre II du statut général, régissant la fonction publique d'État, a complété le principe ainsi énoncé. Au sein de son chapitre VIII traitant de la discipline, l'article 66 classe en quatre groupes les sanctions susceptibles d'être prononcées et en définit le régime juridique.

L'article suivant prévoit, tout d'abord, que ce pouvoir s'exerce après avis de la commission administrative paritaire compétente à l'égard de l'agent en cause, siégeant en conseil de discipline, puis son second alinéa prescrit que la délégation du pouvoir de nomination emporte celle du pouvoir disciplinaire. À cet égard, il doit être précisé, d'une part, que le premier de ces pouvoirs peut être délégué indépendamment du second, d'autre part, qu'il peut également être délégué indépendamment du pouvoir de prononcer les sanctions des troisième et quatrième groupes et, qu'enfin, le pouvoir de prononcer les sanctions des premier et second groupes peut être délégué indépendamment du pouvoir de nomination. La procédure disciplinaire concernant les fonctionnaires de l'État fait l'objet d'un décret du 25 octobre 1984.

Il résulte de ces dispositions que la discipline des professeurs d'enseignement général de collège, qui appartiennent à un

corps académique et sont titularisés et affectés par arrêté du recteur de l'académie de recrutement ou d'exercice, relève de celui-ci. En ce qui concerne la discipline des autres corps professoraux, les décrets portant déconcentration de la procédure en cette matière ont conféré au recteur, sous l'autorité duquel sont placés les enseignants concernés, la compétence pour prononcer les sanctions disciplinaires des premier et second groupes prévues à l'article 66 du titre II du statut général précité. Le ministre conserve le pouvoir de prononcer les sanctions des troisième et quatrième groupes.

Conformément à ce qui a été vu ci-dessus, quelle que soit l'autorité compétente, le prononcé d'une sanction doit être précédé de la saisine de la commission administrative paritaire académique compétente siégeant en conseil de discipline.

Le recteur a reçu délégation du pouvoir de saisir cet organe consultatif afin qu'il siège en cette formation.

Il s'ensuit que, si un enseignant titulaire est en cause, il incombe au proviseur ou au principal de saisir l'autorité académique d'une demande visant à l'engagement de poursuites disciplinaires.

Le recteur d'académie est compétent pour sanctionner un professeur d'enseignement général de collège ou pour infliger une sanction telle que l'avertissement, le blâme, la radiation du tableau d'avancement, l'abaissement d'échelon, l'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de 15 jours ou le déplacement d'office, à l'encontre d'un fonctionnaire nommé par le ministre (agrégé, certifié, professeur d'EPS, professeur de lycée professionnel, adjoint d'enseignement, chargé d'enseignement, chargé d'enseignement d'EPS). À l'égard de ces derniers, le ministre de l'Éducation nationale demeure compétent pour infliger la sanction de rétrogradation, l'exclusion des fonctions pour une durée de 3 mois à 2 ans et la mise à la retraite d'office ou de la révocation, à l'endroit d'un enseignant nommé par lui. Le chef d'établissement doit accompagner sa demande d'engagement de poursuites disciplinaires d'un rapport "indiquant clairement les faits reprochés au fonctionnaire et les circonstances dans lesquelles ils se sont produits". Ce rapport constitue en fait la base de celui par lequel l'autorité détentrice du pouvoir disciplinaire saisit le conseil de discipline, pour les sanctions autres que l'avertissement et le blâme, en vertu de l'article 2 du décret susvisé du 25 octobre 1984.

Il doit s'assortir d'un dossier où sont regroupés et numérotés, par exemple dans l'ordre chronologique du déroulement des faits incriminés, les pièces attestant ou établissant ces faits. Le dossier en question figure au nombre des documents annexes dont le fonctionnaire doit obtenir communication, à sa demande, avant son passage en conseil de discipline, en sus de son dossier individuel.

S'agissant d'un enseignant non titulaire (maître auxiliaire, professeur contractuel), une démarche semblable est à suivre

l'autorité investie du pouvoir disciplinaire étant alors, dans tous les cas, le recteur d'académie qu'il convient de saisir dans des conditions analogues à celles rappelées ci-dessus pour les personnels titulaires.

En tout état de cause, la clarté, la précision et l'exhaustivité du rapport et du dossier joints à la demande de sanction sont déterminantes pour la suite de la procédure disciplinaire.

ANNEXES - TABLEAUX SYNOPTIQUES

**SERVICE D'ENSEIGNEMENT EN PRÉSENCE DES ÉLÈVES
DES AGRÉGÉS, CERTIFIÉS, ADJOINTS D'ENSEIGNEMENT, CHARGÉS D'ENSEIGNEMENT**

(hors éducation physique et sportive)

	PROF. AGRÉGÉ	PROF. CERTIFIÉ (ou maître exerçant en lycée)	ADJOINT D'ENSEIGNT.	CHARGÉ D'ENSEIGNT.
Service d'enseignement en présence des élèves : Enseignements littéraires et scientifiques Enseignements artistiques	15 h 17	18 h 20	18 h (1) 20 h (1)	18 h 20 h
Majoration pour classes à faible effectif : pour 8 h ou plus d'enseignement hebdomadaire dans des classes de moins de 20 élèves	+1	+1	+1	+1
Minorations pour classes à gros effectif (non cumulables entre elles) : - pour 8 h ou plus d'enseignement hebdo (6 h ou plus en CPGE) dans des classes de 36 à 40 élèves - pour 8 h ou plus d'enseignant hebdo (6 h ou plus en CPGE) dans des classes de plus de 40 élèves	-1 -2	-1 -2	-1 -2	-1 -2
Minorations diverses : - pour professorat de première chaire : 6 h ou plus d'enseignement hebdomadaire en 1 ^{ère} , terminale, section de techniciens supérieurs ou CPGE - pour service d'enseignement partagé entre 3 établissements (ou plus) d'une même ville - pour le professeur chargé de l'entretien du cabinet d'histoire-géo., du labo de sciences physiques ou du labo de sciences naturelles (dans les établissements dont la liste est arrêtée par décision ministérielle) - pour tout professeur de sciences physiques ou sciences naturelles donnant au moins 8 h d'enseignement dans ces matières, dans un étab. où n'existe ni professeur ni agent de service attaché au laboratoire - pour le professeur responsable d'un labo de technologie utilisé par au moins 6 divisions de collège (sans cumul possible avec la minoration pour labo de sciences physiques - pour le professeur responsable du labo de langue vivante de l'établissement, s'il comporte au moins 6 cabines - pour le professeur responsable du bureau commercial	-1 -1 -1 -1 -1 -1 -1	-1 -1 -1 -1 -1 -1 -1	-1 -1 -1 -1 -1 -1 -1	-1 -1 -1 -1 -1 -1 -1
Pondération des heures d'enseignement hebdomadaires dispensées en classe post-baccalauréat (dans les matières autres que l'EPS et les disciplines artistiques) - chaque heure assurée en STS est comptée dans le service d'enseignement pour - chaque heure assurée en CPGE est comptée dans le service d'enseignement pour	1h 1/4 (2) 1h 1/2 (4)	1h 1/4 (3) 1h 1/2 (4)	1h 1/4 (3) 1h 1/2 (4)	1h 1/4 (3) 1h 1/2 (4)

(1) En cas de service mixte d'enseignement et de surveillance, 2 heures de surveillance sont comptées pour 1 h d'enseignement.

(2) Sans que le service d'enseignement hebdomadaire assuré par l'enseignant puisse être, de ce fait, inférieur à 13 h 1/2.

(3) Sans que le service d'enseignement hebdomadaire assuré par l'enseignant puisse être, de ce fait, inférieur à 15 h.

(4) Sans que le service d'enseignement hebdomadaire assuré par l'enseignant puisse, de ce fait, devenir inférieur à celui d'un enseignant donnant tout son enseignement en CPGE.

SERVICE D'ENSEIGNEMENT EN PRÉSENCE DES ÉLÈVES DES ENSEIGNANTS D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

	PROF. AGRÉGÉ	PROF. CERTIFIÉ (ou m.a. exerçant en lycée)	ADJOINT D'ENSEIGNT.	CHARGÉ D'ENSEIGNT. D'EPS
Service d'enseignement en présence des élèves	17 h (1)	20 h (1)	20 h (1) (2)	20 h
Majoration pour classes à faible effectif pour plus de 10 h ou plus d'enseignement hebdomadaire dans des classes de moins de 20 élèves	+1	+1	+1	+1
Majoration au titre de classes à gros effectif pour plus de 10 h ou plus d'enseignement hebdomadaire dans des classes de plus de 35 élèves	-1	-1	-1	-1
Majoration pour service d'enseignement partagé entre 3 établissements d'une même localité ou 2 établissements de localités différentes	-1	-1	-1	-1

SERVICE D'ENSEIGNEMENT EN PRÉSENCE DES ÉLÈVES DES PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL DE COLLÈGE

NATURE DU SERVICE	DISCIPLINES	LETTRES, HISTOIRE, GÉOGRAPHIE, LANGUES VIVANTES, MATHS, SC. PHYS., SC. NAT., FRANÇAIS, LATIN, TECHNOLOGIE	LETTRES, MATHS, SCIENCES, ÉDUCATION MUSICALE, ARTS PLASTIQUES, EPS	ÉDUCATION MUSICALE, ARTS PLASTIQUES, EPS
	Service monovalent ou bivalent dans ces disciplines		18 h	
Service bivalent avec au moins 9 h en musique ou arts plastiques ou EPS			19 h	
Service bivalent avec un horaire de musique ou d'arts plastiques ou d'EPS de moins de 9 h			18 h	

N.B. Ce service est également celui applicable aux maîtres auxiliaires exerçant en collège.

SERVICE D'ENSEIGNEMENT DES PROFESSEURS DE LYCÉE PROFESSIONNEL

	ENSEIGNEMENT	FONCTIONS DE CHEF DE TRAVAUX
Enseignement en présence des élèves - Service hebdomadaire	18 h	39 h
Encadrement des périodes de formation en entreprises	2 heures par stage dans la limite de 3 semaines de séquence de stage	

(1) Est comptée dans ce service d'enseignement, pour 3 heures forfaitaires, la participation des enseignants d'EPS à l'animation des activités organisées dans le cadre de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS).

(2) En cas de service mixte d'enseignement d'EPS et de surveillance, 2 h de surveillance sont comptées pour 1 h d'enseignement.

**SERVICE D'ENSEIGNEMENT EN PRÉSENCE DES ÉLÈVES DES ENSEIGNANTS EFFECTUANT TOUT LEUR SERVICE
EN CLASSES PRÉPARATOIRES AUX GRANDES ÉCOLES**

TYPE DE CLASSE PRÉPARATOIRE	CATÉGORIES D'ENSEIGNANTS	1 ^{ère} ANNÉE	2 ^e ANNÉE
Classes préparatoires économiques et commerciales - options scientifiques, économiques et technologique	Prof. de chaire supérieure de maths, d'histoire-géographie, de sciences économiques et sociales et d'économie et gestion	10 h	9 h
	Prof. agrégés et non agrégés de math, d'hist-géo, de sc. éco. et sociales, d'économie et gestion	10 h	9 h
	Prof. de chaire sup. de lettres, de philosophie ou de LV	12 h	11 h
	Prof. agrégés et non agrégés de lettres, philosophie ou LV	12 h	11 h
Classes préparatoires littéraires	Prof. de chaire sup. de philosophie, lettres, hist-géo, LV (et de maths et sciences sociales du groupe B/L de l'ENS)	10 h	9 h
	Prof. agrégés et non agrégés de philosophie, lettres, hist-géo, langues vivantes (et de maths et sciences sociales du groupe B/L de l'ENS)	10 h	9 h
Classes préparatoires scientifiques de 1 ^{ère} année (MPSI, PCSI, TSI 1 ^{ère} année, TPC 1 ^{ère} année, MT 1 ^{ère} année, TB 1 ^{ère} année)	Prof. de chaire sup., prof. agrégés et non agrégés de maths, sciences physiques ou sciences naturelles	10 h	
	Prof. de chaires sup., prof. agrégés et non agrégé de philosophie, lettres, hist-géo ou langues vivantes	12 h	
Classes préparatoires scientifiques de 2 ^e année (MP, PC, PSI, TSI 2 ^e année, TPC 2 ^e année, MT 2 ^e année, TB 2 ^e année)	Prof. de chaire sup., prof. agrégés et non agrégés de maths, sc. physiques ou sciences naturelles		9 h
	Prof. de chaire sup., prof. agrégés et non agrégés de philosophie, lettres, hist-géo ou langues vivantes		11 h
Classes préparatoires scientifiques de 1 ^{ère} année comportant des enseignements de sciences et techniques industrielles	Prof. de chaire sup., prof. agrégés et non agrégés de sciences et techniques industrielles des classes de PCSI, PT, TSI 1 ^{ère} année. et MT 1 ^{ère} année	10 h	
	Prof. de chaire sup., prof. agrégés et non agrégés de sciences et techniques industrielles de la classe de MPSI	12 h	
Classes préparatoires scientifiques de 2 ^e année comportant des enseignements de sciences et techniques industrielles	Prof. de chaire sup., prof. agrégés et non agrégés de sciences et techniques industrielles des classes de PSI, PT, TSI 2 ^e année et MT 2 ^e année		9 h
	Prof. de chaire sup., prof. agrégés et non agrégés de sciences et techniques industrielles de la classe de MP		12 h
Minoration	Réduction de service d'enseignement pour les enseignants exerçant dans une classe de plus de 35 élèves (l'autre ou les autres classes ayant plus de 20 élèves)	-1 h	-1 h
Majoration	Majoration de service d'enseignement pour les enseignants exerçant dans des classes de moins de 20 élèves	+1 h	+1 h

Textes de référence

Principes :

- Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, titre I^{er} du statut général de la fonction publique (RLR 610-0).
- Code de l'éducation - art. L. 421-14, L. 912-1, L. 521-1.
- Loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation, modifiée, notamment art. 14 (RLR 501-0).
- Décret n° 85-924 du 30 août 1985 relatif aux EPLE, notamment art. 8 (RLR 520-0).

Sur le service :

- Décret n° 50-581 du 25 mai 1950 modifié relatif au service hebdomadaire du personnel enseignant des établissements d'enseignement du second degré (RLR 802-1).
- Décret n° 50-582 du 25 mai 1950 modifié relatif au service hebdomadaire du personnel des établissements publics d'enseignement technique (RLR 802-1).
- Décret n° 50-583 du 25 mai 1950 modifié relatif au service de certains personnels enseignant l'éducation physique et sportive (RLR 910-1).
- Décret n° 50-1253 du 6 octobre 1950 modifié, relatif au taux de rémunération des heures supplémentaires effectuées par des personnels enseignants des établissements d'enseignement du second degré (RLR 213-4).
- Décret n° 61-1362 du 6 décembre 1961 modifiant et complétant le décret n° 50-582 relatif au service hebdomadaire du personnel des établissements publics d'enseignement technique (RLR 802-1).
- Décret n° 62-379 du 3 avril 1962 modifié, relatif au recrutement de maîtres auxiliaires (RLR 841-0).
- Décret n° 64852 du 13 août 1964 relatif à la rémunération supplémentaire des personnels participant aux activités dirigées.
- Décret n° 81-535 du 12 mai 1981 modifié, relatif au recrutement de professeurs contractuels.
- Décret n° 86-492 du 14 mars 1986 modifié portant statut particulier des professeurs d'enseignement général de collège (RLR824-2).
- Décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992 portant statut particulier des professeurs de lycée professionnel (RLR 824-0a).
- Décret n° 93-412 du 19 mars 1993 relatif aux personnels contractuels du niveau de la catégorie A exerçant en formation continue des adultes (RLR 112-5).
- Décret n°99-823 du 17 septembre 1999 relatif à l'exercice des fonctions de remplacement dans les établissements d'enseignement du second degré (RLR 802-1).
- Décret n°2000-632 du 30 juin 2000 instituant une indemnité en faveur des personnels participant à des actions en faveur de l'innovation technologique et du transfert de technologie.
- Décret n° 2000-753 du 1^{er} août 2000 portant modification du décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992 relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel (RLR 824-0a).

Sur l'exercice du travail à temps partiel :

- Ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice de fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et les agents des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif (RLR 610-6 f).
- Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée, portant titre II du statut général de la fonction publique notamment articles 34 et 37 à 40 qui reprennent les dispositions de l'ordonnance du 31 mars 1982 (RLR 610-0).
- Décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice de fonctions à temps partiel par les fonctionnaires (RLR 610-6 f).
- Décret n° 84-959 du 25 octobre 1984 relatif à l'exercice à temps partiel des fonctionnaires de l'État, validant les dispositions du décret du 20 juillet 1982 et modifiant ses articles 4 et 7 (RLR 610-6 f).
- Décret n° 95-131 du 7 février 1995 relatif au mi-temps de droit pour raisons familiales dans la fonction publique de l'État (RLR 610-6 f).
- Décret n° 95-133 du 7 février 1995 relatif aux modalités d'expérimentation de l'annualisation du service à temps partiel dans la fonction publique de l'État (RLR 610-6 f).
- Circulaires n° 82-271 du 28 juin 1982 sur les possibilités de travail à temps partiel pour les personnels enseignants et n° 95-141 du 12 mai 1995 sur l'expérimentation de l'annualisation du temps partiel dans l'Éducation nationale (RLR 610-6f).
- Circulaires FP/7 n° 1502 du 22 mars 1995 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel par les fonctionnaires de l'État

et n° 1503 de la même date relative à l'expérimentation de l'annualisation du temps partiel dans la fonction publique de l'État (RLR 610-6f). Circulaire FP/7 n° 1862 du 21 juillet 1995 sur la cessation progressive d'activité des fonctionnaires de l'État.

Sur la notation administrative, les avancements et les promotions par changement de corps :

- Statuts des différents corps de personnels enseignants, à savoir : décret n° 72-580 du 4 juillet 1972 modifié (RLR 820-0) pour les professeurs agrégés, décret n° 72-581 du 4 juillet 1972 modifié (RLR 822-0) pour les professeurs certifiés, décret n° 72-583 du 4 juillet 1972 modifié (RLR 825-0) pour les adjoints d'enseignement, décret n° 72-582 du 4 juillet 1972 (RLR 825-1) pour les chargés d'enseignement, décret n° 80-627 du 4 août 1980 (RLR 913-3) pour les professeurs d'éducation physique et sportive, décret n° 86-492 du 14 mars 1986 modifié (RLR 824-2) pour les professeurs d'enseignement général de collège, décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992 (RLR 824-0 a) pour les professeurs de lycée professionnel.

Sur la procédure disciplinaire :

- Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, titre I du statut général de la fonction publique, notamment article 19 (RLR 610-0).
- Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée, portant titre II du statut général de la fonction publique notamment chapitre VIII (RLR 610-0).
- Décret n° 84-961 du 25 octobre 1984 modifié, relatif à la procédure disciplinaire concernant les fonctionnaires de l'État (RLR 610-0).
- Chacun des statuts particuliers susvisés, dont le RLR propose la version mise à jour des modifications inhérentes aux mesures successives de déconcentration de la procédure disciplinaire (notamment par les décrets n° 92-811 du 18 août 1992 et n° 99-101 du 11 février 1999 relatifs à la déconcentration de la procédure disciplinaire concernant certains personnels relevant du ministre de l'Éducation nationale).